



300€, 350€, 200€... Ou rien ! Arrêtons la foire à la prime ! AUGMENTONS LES SALAIRES !

Après un été record en matière de trafic ferroviaire, mais aussi de hausse des prix à la consommation, certaines directions ont décidé de verser des primes ... Bons résultats pour les uns, événements sportifs pour d'autres ou encore difficultés « sociales » pour certains établissements, c'est la foire à la prime ! Pour SUD-Rail, chaque activité et chaque métier a contribué à la réussite de l'été et, sans remettre en cause l'engagement des cheminots de Voyages, il est anormal que les cheminot-e-s des autres activités ne puissent pas bénéficier des fruits de leur travail ! Ce premier constat fait, c'est bel et bien une crise d'ampleur du pouvoir d'achat qui touche l'ensemble des cheminots. Au-delà de la foire à la prime qui pointe encore une fois la désorganisation de nos diverses directions, c'est surtout de salaires dont il faut parler... et vite ! Au regard de la situation, les cheminot-e-s n'attendront pas la fin de l'année pour discuter salaires et entériner encore une perte de pouvoir d'achat !



Des prix du quotidien qui s'envolent !

En juillet, l'augmentation sur les denrées alimentaires était de 19% sur un an. En août, le tarif réglementé de l'électricité a augmenté de 10%, portant l'augmentation à plus de 25% sur un an. Quant au carburant, on touche des sommets et le cap des 2€ va être franchi ! Autant dire que les différentes mesures prises en décembre et en juin qui ne comblaient déjà pas le déficit de pouvoir d'achat des cheminot-e-s sont là carrément insuffisantes et qu'il y a urgence à se remettre autour de la table avec la direction pour répondre à cette explosion des prix du quotidien !

Cette fois, nous ne nous contenterons pas des chiffres officiels de l'inflation (+5%). Le coût du quotidien explose, la direction doit l'admettre et augmenter les salaires !

Face à la situation du pouvoir d'achat des cheminot-e-s, SUD-Rail pose une DCI pour exiger l'ouverture immédiate de négociations salariales !

Oui, nous ne nous contenterons pas du saupoudrage de diverses primes, c'est bien de mesures salariales générales dont les cheminots ont besoin pour faire face à leur quotidien et vivre décemment de leur travail. C'est donc pour porter des revendications salariales simples que SUD-Rail a déposé une DCI au président Farandou où nous exigeons :

- L'ouverture immédiate, dès le mois de septembre, de négociations salariales pour l'ensemble des cheminot-e-s !
- 300€ d'augmentation nette mensuelle pour toutes et tous !
- La revalorisation de l'ensemble des EVS à hauteur d'un minimum de 10% !
- Le versement de la prime « d'été », versée à certains agents, à l'ensemble des cheminot-e-s !
- La revalorisation de tous les niveaux des indemnités de résidence !

Pour obtenir satisfaction sur nos revendications et gagner de vraies augmentations de salaires pour tous les cheminot-e-s et pas juste des miettes selon les activités ou filiales, ça commence par la journée de grève du 26 Septembre !



APPEL UNITAIRE

Paris, le 28 juillet 2023

Le 26 septembre, agissons par la grève !

Fret, TER, GIE, Réseau, etc., une convergence d'attaques contre les cheminotes et les cheminots !

Depuis le début de l'année, les cheminotes et cheminots, dans une unité syndicale historique, ont combattu les attaques du Gouvernement contre nos retraites. Ils n'entendent pas baisser la tête au moment où la direction SNCF accélère la privatisation de l'ensemble des activités et l'éclatement du groupe.

Les fédérations CGT – SUD-Rail – CFDT ont déposé une alarme sociale au président de la SNCF.

La casse de la SNCF et la liquidation des droits des cheminots doivent cesser ! La préservation de nos emplois, de nos missions et du système ferroviaire sont nos priorités.

Face à ces attaques, une seule solution : la riposte syndicale !

Le Groupe public unifié (GPU), dans sa configuration issue de la réforme de 2018, est en passe d'exploser au regard des orientations prises par la direction sous l'impulsion du Gouvernement. C'est bien dans ce cadre que l'ensemble des cheminotes et cheminots sont directement concernés par la remise en cause de leurs droits et garanties sociales.

Au premier plan, on trouve la volonté du Gouvernement et de l'entreprise de liquider Fret SNCF avec un plan « de discontinuité ». Ce scandale, en pleine crise écologique, a été lancé à marche forcée et avec préméditation en anticipant une hypothétique décision de la Commission européenne dont l'enquête durera encore de longs mois.

La filialisation vise à disloquer le groupe et raboter les conditions sociales des cheminots. C'est le plan stratégique dans toutes les SA. Externaliser les fonctions support au sein d'un GIE, ne répondre que par des filiales dédiées aux appels d'offre TER, ou encore liquider Fret SNCF relève d'une même stratégie patronale : Le *dumping social* et l'abaissement des droits des cheminots.

Dès maintenant, mettons un coup d'arrêt à cette trajectoire !

Pour maintenir et développer le service public SNCF, construisons la riposte ! Les fédérations cheminotes CGT – SUD-Rail – CFDT appellent dès à présent à construire une journée de grève tous services puissante le mardi 26 septembre !

Nous serons au rendez-vous pour les arrêter !